

**Jeudi 4 octobre 2012**

**Conférence de presse CFE-CGC/UNSA / CGT / Sud-PTT sur le projet Nova+**

Le contexte, la situation générale à FT :

- Ce projet s'intègre dans une stratégie générale de **diminution des effectifs** de France Telecom qui a commencé lors de l'ouverture de son capital en 1997
- L'entreprise est passée en France de plus de 170 000 personnes à moins de 100 000
  - o Non remplacement des départs et pressions au départ
  - o Externalisation de certains métiers vers des sociétés sous-traitantes en France
  - o Transfert et développement d'activités à l'étranger (Pologne, Roumanie, Espagne...)
- Le PDG a récemment déclaré que les 30 000 salariés Français qui doivent partir en retraite d'ici 2020 ne seraient pas ou peu remplacés
- Les emplois perdus en France depuis 15 ans dans le domaine des télécoms n'ont pas été compensés par l'ouverture à la concurrence
- Au S1 2012, France Télécom a perdu 2000 emplois en Europe (Suisse et Pologne surtout) ; la France n'est pas épargnée
- Cette diminution des effectifs fait suite au projet NEXT / ACT, tristement connu, qui a conduit à la suppression de plus de 20 000 emplois par des méthodes de pression directe sur les salariés
- La réduction des coûts est à l'ordre du jour, portée par le projet Chrysalide
- Cette stratégie est poussée par l'actionnariat de France Télécom et l'état lui-même (27%) qui demande encore cette année un rendement de dividende très élevé (14%)
- France Télécom est une entreprise qui fait des milliards d'euros de bénéfices, en verse la moitié à ses actionnaires, mais démantèle son centre de R&D
- Les méthodes sont un peu différentes de celle employées par Sanofi mais les objectifs et le résultat sont les mêmes

Notre constat sur le projet Nova+ :

- S'inscrit dans cette perspective générale de baisse des coûts et des emplois
- L'entité interne nommée R&D n'existe plus, ce qui est hautement symbolique pour la plupart des salariés concernés
- Concerne le périmètre dit « OLNC », soit 7 à 8 000 personnes, dont plus de 1000 à Lannion, sous-traitants non compris soit près de 10 % de la masse salariale de France Télécom en France
- A été mené sans concertation des salariés (et de leurs syndicats) mais aussi de l'encadrement concerné. Ce manque de confiance de la direction générale de FT en ses forces vives est très inquiétant.
- **Objectif : réorientation de la R&D vers des activités de développement à court terme, plus rentable, avec moins de personnel**

### Les conséquences :

- Les activités de recherche appliquée, qui sont un regard vers l'avenir économique à moyen et long terme de l'entreprise, sont fortement impactées
- La R&D à FT, c'est l'avenir de l'entreprise et des services de communication à la population. Plus de R&D, c'est une mise en danger de cet avenir
- Changement de métier pour de nombreux collègues, de l'anticipation vers du développement à court terme
- Cela s'accompagne de pressions qui nous rappellent la période « ACT » (2006-2009)
- Sur l'emploi
  - o A court terme : non-reconduction de nombreux contrats de sous-traitance (plusieurs dizaines sur Lannion, aucune possibilité pour eux de retrouver ailleurs sur la zone)
  - o A moyen terme : disparition d'activités sur le site, et baisses d'effectifs en conséquence (délocalisations programmées vers Tunisie et Roumanie)
- Il suffit peut-être de regarder tout près de chez nous, comment l'activité a évolué chez nos collègues d'Alcatel –Lucent pour prédire notre avenir !
  - o Démantèlement de l'activité de R&D : on parle chez France Télécom de restructuration de la chaîne de l'innovation (Nova+ !)
  - o Changement des métiers de la R&D vers le développement logiciel
  - o Sous-traitance à l'étranger (Pologne , Roumanie, Ukraine, Inde ..)
  - o Fusion/acquisition et diminution importante des effectifs en France et à Lannion

**L'état est notre principal actionnaire. Il a son mot à dire. D'où cette pétition.**

### **Pétition au Ministre du Redressement Productif :**

Pour le maintien et le développement de la R&D de France Télécom.

Les salariés du site de FT OLNC Lannion (22) avec leurs organisations syndicales (CGT, CFE-CGC/UNSA, SUD) vous demandent d'assurer le maintien et développement des activités et des emplois de R&D de France Télécom, à Lannion et ailleurs ...

- Considérant que l'Etat est premier actionnaire de France Télécom SA,
- Considérant l'objectif gouvernemental de ré-industrialisation du pays, qui relève de votre Ministère,
- Considérant le projet Nova + du Comex de FT et du Boston Consulting Group, qui démantèle l'entité de R&D de France Télécom, créée en 1945,
- Considérant l'avis négatif (et la proposition alternative au projet Nova+) rendu par les élus du personnel le 26 juin 2012),
- Considérant ce qui semble bien être le retour aux conditions inacceptables qui ont conduit à la « crise sociale 2009 » à FT,
- Considérant l'urgence d'assurer pour 2013 le maintien des budgets et des emplois de R&D, et ce distinctement des moyens de développement opérationnels et des actions marketing de France Télécom,

vous demandent d'intervenir pour faire suspendre le projet Nova+. Ils vous demandent de faire arrêter sans délai le démantèlement du Centre de R&D de France Télécom qui doit être doté de personnels et d'un budget propre. Ils mandatent leurs élus et délégués pour vous rencontrer à ce sujet.

Cette pétition a déjà été signée par environ 200 collègues. Une initiative identique, soutenue par plus de 100 personnes, a été lancée sur le site de Rennes.

Pour nous contacter :

Pour Sud-PTT, Vincent BARRIAC 06 71 27 02 28

Pour la CFE-CGC/UNSA, Christophe DOUSSON 06 89 14 59 87

Pour la CGT, Gaëlle URVOAS 06 30 48 51 08